



European Federation of Public Service Unions (EPSU)

Progress on Working Time Campaign



**Opt-out
equals**

**Burn-out
EU Working Time
Proposals
are Surreal!**



**EU WORKING TIME
PROPOSALS are SURREAL!**



Press Conference with Mr Alejandro Cercas, MEP

17 March 2005





Newspaper « Metro », 21 March 2005

Mobilisation générale pour une Europe sociale



BRUXELLES Plus de 50.000 personnes ont défilé samedi dans les rues de Bruxelles, à l'appel de la Confédération européenne des syndicats, pour interpeller les dirigeants des 25 et « défendre l'emploi et les droits sociaux ». Leur principale cible est la directive Bolkestein sur les services, incarnation pour les syndicats d'une Europe libérale et antisociale. Cette manifestation est intervenue trois jours avant un sommet européen qui réunira dès demain les chefs d'Etat et de gouvernement. Ceux-ci doivent plancher sur la relance de la Stratégie de Lisbonne, élaborée en 2000 pour faire de l'UE l'économie la plus compétitive du monde d'ici 2010.



Photos Dave Prentis, EPSU Vice-President and Unison General Secretary with Mike Travis, RCN





Newspaper « La Libre Belgique », 21 March 2005

Union européenne - SOCIAL

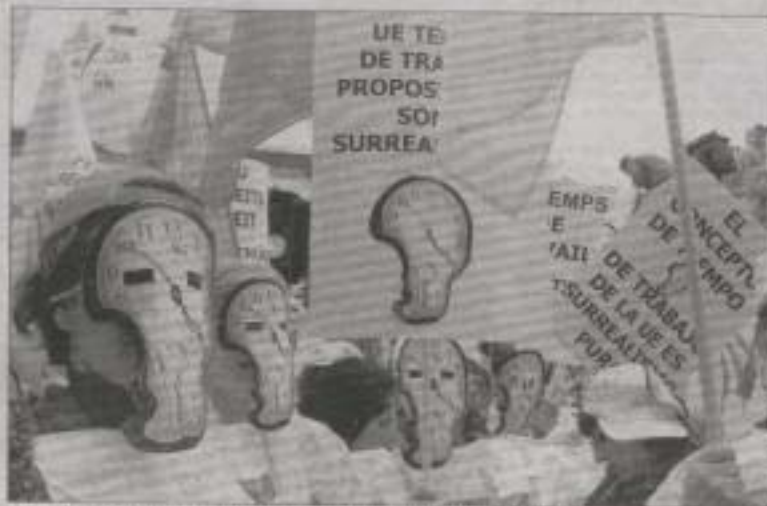
Bolkestein mine le débat constitutionnel

- ▶ Environ 60 000 personnes ont manifesté samedi pour une Europe plus sociale.
- ▶ Le texte sur la libéralisation des services incarne à leurs yeux une dérive néolibérale.
- ▶ Cette diabolisation pèse lourdement en faveur du non dans la campagne française.

Les cheveux en brosse, une casquette vissée sur la tête, Grégory porte haut l'étendard de la CGT française. Ce cheminot s'insurge "comme tout le monde" contre cette directive Bolkestein qui "menace nos salaires et nos retraites". Le SNCF est particulièrement en danger à cause de cette libéralisation annoncée des services publics, dit-il, suite logique de son ralentissement: "Je suis assis ici pour dire non à la constitution européenne. Les Français sont plutôt constitutionnalistes. Mais ils ont tendance à suivre l'opinion de leur parti politique. Ils ne savent pas réellement ce qu'est Bolkestein." L'annonce d'un premier sondage donnant le "non" vainqueur, la semaine dernière? Un sourire: "Je préfère bien..."

Une confusion entretenue

Dernière loi, une seule importante: vilipendé le nom de "Bolkestein" au lieu du comparatif à "Frankenstein". Quelque 60 000 personnes défilent ce samedi après-midi sur les boulevards du centre de Bruxelles à l'appel des



▶ La caricature d'est le aussi vivait dans les rangs de la manifestation de samedi à Bruxelles.

syndicats européens et du mouvement altermondialiste derrière la bannière "More and better jobs. Defend social Europe. Stop Bolkestein." Les organisateurs voulaient éviter toute confusion entre cette grève sociale et la campagne référendaire sur le projet de traité constitutionnel. Impossible. De nombreux participants ne sont employés à l'étranger. Après le luge "oui" espagnol du 20 février, le suspense devient intense au sujet du vote français.

Avec une centaine de camarades, Patrick est venu de Paris pour partager les raisons de son

opposition. "Si la France dit non, ce sera autre chose que l'Angleterre parce qu'il s'agit d'un non progressiste. Nous ne sommes pas opposés à la construction européenne, mais nous ne voulons pas de cette Europe incarnée par la directive Bolkestein. Et ne me dites pas que l'on n'a pas le temps de retravailler cette constitution... Elle ne doit entrer en vigueur qu'en 2008. Jusqu'ici, l'Union a toujours progressé en passant par des crises." Précision utile: membre du Parti socialiste français, Patrick milite au sein du courant "Nouveau monde" d'Henri Emmanuelli, dé-

terminer à pousser le "non" en dépit du référendum interne au PS qui a donné le "oui" valant pour 50%.

En Allemagne, où il n'y aura pas de référendum, le débat reste vif. Roland, délégué d'IG Metall, fait la moue: "Dans notre secteur, nous risquons de perdre un million d'emplois, notamment en raison de la concurrence des nouveaux Etats membres de l'Est. Le principe du pays d'origine contenu dans la directive Bolkestein coupe la piste à toutes les déviances." Pas de nuance, pas de référence à l'autre directive - sur le détachement des tra-

vailleurs - qui préserve les acquis sociaux. Le ton est emblématique: il faut s'abstenir de se prêter à ce projet trop libéral, actuellement en première lecture au parlement. Pris pour cible, les syndicats des nouveaux Etats membres - Pologne, Slovaquie, Tchéquie... - sont pourtant là en nombre.

L'inquiétude textile

Les partisans d'une intégration européenne plus poussée s'expriment aussi, en dépit de leurs inquiétudes. "Je crains que le contexte actuel ne soit exploité par ceux qui souhaitent une déliquescence de l'Union", dit Jean-Michel, responsable de la Mutualité chrétienne. Il ajoute: "Nous devons tout faire pour éviter une américanisation de nos soins de santé. Il faut protéger nos acquis sociaux." Des représentants de la Fédération syndicale européenne du textile réaffirment leur soutien à l'Union. Non sans se plaindre: "L'invasion chinoise due à la libéralisation du secteur du textile, effective depuis janvier, va nous coûter de nombreux emplois. Et l'accord de libre-échange ne fait rien!"

Le malaise est partagé. Les jeunes des syndicats belges avaient appelé à une "marche pour l'emploi" au cœur du grand centre. Ils étaient 10 000 à y participer, signe d'une forte incertitude pour demain, surtout dans les rangs de l'immigration.

A la fin d'un an insupportable défranchi du boulevard Anselme, un lieu fêta ce vote. "Le travail, c'est la vie."

G.M.



Photo EPSU General Secretary, Carola Fischbach-Pyttel addressing the Euro Demonstration on 19 March 2005





Photo of the Euro Demonstration on 19 March 2005





Newspaper « Frankfurter Rundschau », 23 March 2005

Chirac wünscht EU-Kommission langen Urlaub

Die Verantwortung für hausgemachte Probleme schiebt Paris gerne nach Brüssel ab

VON HANS-HELMUT KOHL (PARIS)

Wenn es nach Jacques Chirac ginge, würde die Brüsseler Kommission bis zum Abend des 29. Mai, dem Tag der französischen Volksabstimmung über die EU-Verfassung, in den Urlaub gehen. Vor allem, so der Herrscher im Élysée, sollte sie es bis dahin vermeiden, ähnlich rote Tücher wie die Bolkestein-Direktive über den freien Dienstleistungsmarkt in Europa aufzuhängen, gegen die am vergangenen Wochenende in Brüssel mehr als 60 000 zumeist französische Gewerkschafter demonstrierten.

Denn Direktiven à la Bolkestein, davon ist Frankreichs politische Klasse von rechts bis links überzeugt, verstärken die Tendenz zum „Non“ beim Referendum, das in diesen Tagen bei Umfragen erstmals vor dem „Oui“ liegt. José Manuel Barroso aber hat den Fehdehandschuh, den ihm Staatschef Chirac in der vergangenen Woche bei einem lautstarken Telefonat („Diese Direktive ist für Frankreich nicht akzeptabel und muss zurückgezogen werden.“) vor die Füße warf, aufgenommen und prompt in Richtung Paris zurückgepöflet: Die französischen Politiker seien selbst schuld, wenn das Lager der „Nein“-Sager in ihrem Land Zulauf erhalte.

Denn sie vermögen im öffentlichen Diskurs ständig Themen, die nicht nur aus Sicht der Kommission nichts miteinander zu tun haben, so den Beginn der Beitrittsverhandlungen mit der Türkei mit der Abstimmung über die Verfassung, die Debatte



Gewerkschafter protestieren in Brüssel gegen die EU-Dienstleistungsrichtlinie.

über die Bolkestein-Direktive mit dem Stabilitäts- und Wachstumspakt und so weiter. Und Barroso setzte nach: Die politische Klasse in Frankreich solle gefälligst ihre Hausaufgaben machen und die offenkundigen „Missverständnisse“ in den Köpfen ihrer Wähler ausräumen.

Tatsächlich ist es ein beliebtes Muster der französischen Innenpolitik, allfällige Pro-

bleme vom Staatsdefizit bis zu den Reformen der Sozialsysteme auf den Sündenbock in Brüssel zu schieben, die (wenigen) Erfolge aber auf das eigene Konto zu buchen. Dass nun das Erbe des aus der Kommission längst ausgeschiedenen Fritz Bolkestein die Wogen so hoch schlagen lässt, liegt aber auch an der spezifisch französischen Situation: Der öffentliche Dienst ist zwischen Atlantik und Rhein im Vergleich zu den EU-Partnerländern heillos überbesetzt.

Die Lobby der Staatsdiener hat bislang jede ernsthafte Debatte über Strukturreformen mit massiven Streiks und Demonstrationen beendet, bevor sie überhaupt beginnen konnte. Die Privatisierung der Staatskonzerne vom Stromgiganten EDF bis zu den Staatsbahnen SNCF wird von milliardenschweren Forderungen der Gewerkschaften belastet, die alles tun, um die in langen Jahren erworbenen Privilegien wie etwa frühe Pensionierung zu erhalten.

Dass sich die Post derzeit aus den Regionen zurückzieht, dass im Schulwesen Stellen gestrichen oder nicht wieder besetzt werden, dass die Forschungsinstitute ausbluten, weil Doktoranden keine Chance haben, eingestellt zu werden: Alle diese Entscheidungen werden in Paris getroffen und haben, zusammen mit Massenentlassungen in der Privatwirtschaft, für ein extrem gereiztes soziales Klima gesorgt. Dies nun mit Blick auf das Referendum Brüssel anzulasten, erscheint auch vielen französischen Beobachtern überzogen.

EU WORKING TIME PROPOSALS ARE SURREAL!



Photo of the Euro Demonstration on 19 March 2005





E-mail Campaign

CALL ON WORKING TIME TO EPSU AFFILIATES: TELL YOUR EMPLOYMENT MINISTERS TO VOTE YES ON 2-3 JUNE TO REASONABLE WORKING HOURS!



Minister Wolfgang Clement, Germany

Minister Dagnija Stake, Latvia

Minister François Biltgen, Luxembourg

Minister Izabela Jaruga-Nowacka, Poland



Wolfgang Clement, Germany

[send a message](#)

E-mail Minister Germany



EU WORKING TIME PROPOSALS ARE SURREAL!



Human Chain, 2 June 2005, Luxembourg





Human Chain, 2 June 2005, Luxembourg





Human Chain, 2 June 2005, Luxembourg

